



DATI : LA LIQUIDATRICE !

Le 14 janvier 2025, à l'occasion du Conseil National des Professions du Spectacle plénier, Rachida Dati, s'engageait devant la profession, dans un contexte budgétaire difficile, à préserver les crédits de l'Etat consacrés au spectacle vivant en 2025. Il n'aura pas fallu une semaine avant que la « ministre de la Culture » ne piétine ces engagements.

Devant le Sénat, Rachida Dati défendait ce matin un amendement au Projet de loi de finances (PLF) 2025 déposé par le gouvernement actant une baisse de 130,5 M€ de crédits sur le budget du ministère. Ces 130 millions d'euros de coupes de budgétaires comprennent 41,9 M€ en moins pour la « Création » et 33 M€ en moins pour la « transmission des savoirs et de la démocratisation de la Culture ».

Cette nouvelle saignée budgétaire vient s'ajouter à celles de nombreuses collectivités territoriales qui ont fait le choix de se retirer massivement du financement de la Culture. Le service public du spectacle vivant, les labels, les compagnies et tout le secteur non-marchand sont gravement menacés par la situation et l'année 2025 s'annonce à haut risque pour la profession qui se paupérise.

Rachida Dati n'a que faire de nos cris d'alarme et de la situation sociale catastrophique qui est celle des artistes, des technicien·nes et de tous les personnels du spectacle. Elle accompagne, tout sourire, la politique d'austérité du gouvernement. C'est inacceptable !

Mme Dati et Mme Morançais, la Présidente de la Région des Pays de la Loire, appartiennent bien à la même majorité gouvernementale de M. Bayrou, celle qui sacrifie les politiques culturelles pour continuer les baisses d'impôts faite au profit des grandes entreprises et des personnes les plus riches de notre pays.

Nous dénonçons le mépris affiché par Rachida Dati et ses mensonges à la profession. Nous dénonçons la volonté de la ministre de cibler son action qu'aux seules « institutions d'intérêt nationale ». Nous affirmons au contraire que toutes les structures aujourd'hui financées par les budgets culturels, quelle que soit leur taille ou leur renommée ont pour missions de toucher tous les publics et que leur utilité pour l'ensemble de la société est précieuse. Nous appelons donc au contraire à des mesures d'urgence de refinancement de l'ensemble du secteur notamment en réaffectant 100 millions d'euros de la part individuelle du Pass Culture à la Création.

La réforme de la gouvernance de l'Audiovisuel Public, qui n'a qu'une visée d'économies et qui est dénoncée par toutes les organisations de salariés, doit aussi également être abandonnée !

Paris, le 17/01/2025